



Assemblée générale

Distr. générale
22 octobre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Cinquième Commission

Point 17 e) i) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations :

Commission de la fonction publique internationale;

nomination de membres de la Commission

Nominations de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme l'indique le document A/57/105, l'Assemblée générale sera appelée, à sa présente session, à nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale à compter du 1er janvier 2003.

2. Les membres de la Commission dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2002 sont les suivants :

Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);

Turkia Daddah (Mauritanie);

José Ramón Sanchis Muñoz (Argentine);

Wolfgang Stöckl (Allemagne);

Eugeniusz Wyzner (Pologne).

Il faudra donc nommer :

Deux membres du Groupe des États d'Afrique;

Un membre du Groupe des États d'Europe orientale;

Un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.



3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

- a) Pour les deux sièges revenant aux États d'Afrique :
Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Turkia Daddah (Mauritanie);
- b) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- c) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :
José Ramón Sanchis Muñoz (Argentine);
- d) Pour le siège revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Wolfgang Stöckl (Allemagne);
Anita Szlajak (Canada).

4. La nomination des membres de la CFPI est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 du Statut de la Commission. En application de ces dispositions, et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1998, le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations du régime commun, avec les représentants du personnel par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies, et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. Il ressort des consultations tenues avec les États Membres que la candidature de M. Eugeniusz Wyzner est soutenue par le Groupe des États d'Europe orientale et celle de M. José Ramón Sanchis Muñoz par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Les trois candidats proposés pour les deux postes revenant au Groupe des États d'Afrique et les deux candidats proposés pour le poste revenant au Groupe des pays d'Europe occidentale et autres États ont été présentés par leurs gouvernements respectifs; ces candidatures n'ont pas reçu l'aval des groupes d'États intéressés.

6. Le Secrétaire général soumet donc, pour examen, à la Cinquième Commission la liste des candidats ci-après proposés pour pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 2003 :

- a) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes
José Ramón Sanchis Muñoz (Argentine);

- c) Pour les deux sièges revenant aux États d’Afrique
Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Turkia Daddah (Mauritanie);
 - d) Pour le siège revenant aux États d’Europe occidentale et autres États
Wolfgang Stöckl (Allemagne);
Anita Szlajak (Canada).
7. Les curriculums des candidats sont présentés ci-après.

Mohsen Bel Hadj Amor (Tunisie)

Date et lieu de naissance : 25 décembre 1935, Tunis

Études et formation professionnelle

- Collège Sadiki à Tunis, baccalauréat français, baccalauréat tunisien
- Institut des hautes études à Tunis, diplôme d'histoire et de littérature
- Université de Paris-Sorbonne, licencié ès lettres
- Columbia University (New York) – School of International Affairs (Économie, droit international, relations internationales, Nations Unies et institutions spécialisées, diplomatie), obtention d'un certificat
- Fondation Dag Hammarskjöld (Uppsala, Suède)
- Séminaire sur les structures, rôle et fonctions des Nations Unies
Mémoire présenté : « Évaluation des réalisations des Nations Unies par rapport aux besoins des pays arabes et africains »

Stages

- State Department à Washington
- Ministère des affaires extérieures à Ottawa
- Administration provinciale à Toronto (Canada)
- Foreign Office à Londres
- Ministère des affaires étrangères à Paris
- Diverses institutions spécialisées des Nations Unies à Genève et Communauté économique européenne à Bruxelles
- Ministère fédéral des affaires étrangères à Belgrade
- Administration locale à Sarajevo (Yougoslavie)

Langues

Arabe, français, anglais, espagnol, italien

Fonctions actuelles

- Ministre plénipotentiaire, Ministère des affaires étrangères, Tunis
- Président de la Commission de la fonction publique internationale, Nations Unies, New York. Élu en décembre 1990; réélu en novembre 1994 et en novembre 1998.

Principales fonctions précédemment exercées

1982-1990

En position de détachement du Ministère des affaires étrangères à Tunis, auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, en qualité de Directeur du personnel de la FAO et du Programme alimentaire

mondial (PAM). Dans l'exercice de ces fonctions, a participé également à divers comités en qualité de :

Membre

- Conseil de direction (Programme et politique) (présidé par le Directeur général)
- Comité des effectifs (présidé par le Directeur général)
- Sous-Comité des effectifs
- Groupe de travail interdépartemental sur la formation
- Comité consultatif des demandes d'indemnisation
- Groupe spécial sur le Programme de coopération FAO-Italie
- Comité de sélection pour les prix « B. R. Sen »
- Comité d'organisation pour l'examen de la gestion de la FAO

Président

- Comité de sélection du personnel des services généraux
- Groupe de travail sur la rémunération et les conditions d'emploi du personnel des services généraux
- Comité consultatif mixte de l'assurance médicale
- Comité des pensions de la FAO (en qualité de représentant du Directeur général)

Depuis 1982 : Représentant de la FAO à toutes les sessions des organes ci-après :

Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) :

Vice-Président en 1988

Président en 1989

Commission de la fonction publique internationale (CFPI)

Représentant du CCQA aux sessions du Comité administratif de coordination (CAC) présidé par le Secrétaire général (en 1989)

Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Représentant du Directeur général à toutes les sessions du Comité mixte et de son comité permanent

Premier Vice-Président du Comité mixte (1989-1990)

Premier Vice-Président du Comité permanent (1985-1986)

Membre du groupe du Comité mixte chargé d'examiner les candidatures pour la nomination du nouveau secrétaire de la Caisse (1985-1986)

Service diplomatique (depuis 1965)

1965-1968 Chef adjoint à la Division des Amériques et des Nations Unies
au Ministère des affaires étrangères à Tunis

Ambassade de Tunisie à Rome

1969-1972 Conseiller commercial et touristique

Chargé de liaison avec la FAO et le PAM

1973-1975 Représentant permanent adjoint de la Tunisie auprès de la
FAO et du PAM à Rome

Conseiller pour les questions économiques et commerciales

1976-1981 Ministre-Conseiller – Représentant permanent de la Tunisie
auprès de la FAO, du PAM, du Fonds international de
développement agricole (FIDA) et du Conseil mondial de
l'alimentation (CMA)

1981 Représentant de la Tunisie au Conseil d'administration du
FIDA

Avant 1965

Diverses responsabilités :

Professeur de lycée à Paris et au Royaume-Uni

Dans le domaine administratif et de la coopération internationale au Ministère
de l'éducation nationale et au Ministère des finances à Tunis

Dans le secteur privé, avec la société Végé-France à Paris, en qualité d'attaché
de direction (administration et budget)

**Participation à des réunions ou activités de l'Organisation des Nations Unies
et des institutions spécialisées**

Nations Unies

Membre de la délégation tunisienne à l'Assemblée générale (1966) (1990)

FAO

1969-1981 : délégué ou membre de la délégation tunisienne à toutes les sessions de
la Conférence générale et du Conseil de la FAO et à de nombreuses réunions des
comités permanents (agriculture, pêche, forêts, produits de base et sécurité
alimentaire mondiale), des groupes intergouvernementaux (notamment les sessions
extraordinaires sur les produits de base et les consultations intergouvernementales
intensives CNUCED/FAO en 1974) et des groupes spéciaux

Conférences régionales de la FAO pour l'Afrique et le Proche-Orient

Membre du Groupe de travail sur la composition et le mandat du Conseil, du Comité
du programme, du Comité financier et du Comité sur les questions
constitutionnelles et juridiques (CQCJ)

Coordonnateur du Groupe africain à la FAO et membre du Comité de liaison du Groupe des 77

Président du Groupe du Proche-Orient

Participation à de nombreux comités de rédaction

Comité financier de la FAO et du PAM

1975-1977 Vice-Président et Président par intérim

1978-1981 Président

Programme alimentaire mondial

1969-1981 Délégué de la Tunisie à toutes les sessions du Comité intergouvernemental et du Comité des politiques d'aide alimentaire. Élu membre, à plusieurs reprises, du Sous-Comité budgétaire.

Conférence mondiale de l'alimentation

1974 Membre de la délégation tunisienne. Participation active aux travaux des groupes de contact pour la création de nouveaux organismes ou comités (FIDA, Comité des politiques d'aide alimentaire, Conseil mondial de l'alimentation et Comité de la sécurité alimentaire mondiale)

Conseil mondial de l'alimentation

1975-1981 Chef de délégation à toutes les sessions du CMA et réunions préparatoires

FIDA

1975-1981 Chef de délégation à toutes les réunions des pays associés au FIDA, à la Conférence des Nations Unies sur le FIDA, et aux réunions de la Commission préparatoire pour l'établissement du FIDA

Gouverneur suppléant à la première session et Gouverneur par intérim à la deuxième session du Conseil des gouverneurs

Représentant de la Tunisie au Conseil d'administration

Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

Chef adjoint de la délégation à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

1979 Président par intérim de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

Autres

Vice-Président de la consultation sur la coopération économique et technique entre pays en développement en matière d'alimentation et d'agriculture

Membre du Comité de sélection pour l'attribution des prix « B. R. Sen » (pour les experts du terrain) et « A. H. Boerma » (pour les journalistes) de la FAO

Autres activités professionnelles (1964-1981)

En Italie : Membre de la délégation tunisienne à plusieurs missions de négociations économiques, financières et commerciales et représentant de la Tunisie :

À de nombreuses réunions d'experts des secteurs financier et industriel, consacrées à la promotion des investissements étrangers en Tunisie;

À plusieurs assemblées générales annuelles de banques;

À l'assemblée annuelle du patronat italien (CONFINDUSTRIA);

Au Congrès de l'Institut des études maritimes sur les problèmes de la pêche en Méditerranée et la commercialisation des produits de la pêche (1971);

Au Colloque international sur l'harmonisation du droit privé et du droit international privé en matière commerciale en Afrique (1972);

À de nombreux congrès, séminaires, colloques et tables rondes relatifs à des questions économiques, commerciales et agricoles intéressant notamment les pays du bassin méditerranéen et les rapports entre la Communauté économique européenne, l'Afrique et le monde arabe;

En Tunisie : Participation à plusieurs séminaires concernant le commerce extérieur et les problèmes de développement économique et touristique

Aux États-Unis : Représentant de la Tunisie à la troisième Conférence annuelle internationale de la Blair Academy de Blairstown (New Jersey) sur les problèmes économiques et politiques au Proche-Orient (1967)

Participation à de nombreux colloques sur des thèmes divers concernant l'Afrique et le monde arabe

Au Royaume-Uni : Participation à plusieurs tables rondes consacrées aux problèmes politiques et économiques en Afrique et dans le monde arabe

1976-1989 Nombreuses missions de négociations en Afrique et en Asie, en qualité de Représentant spécial du Directeur général de la FAO

Chef de missions de recrutement au Canada, aux États-Unis et au Japon

Autres informations

Séjours prolongés ou voyages de longue durée pour études ou pour raisons professionnelles en Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes, Asie, Europe et Proche-Orient

Visites officielles en Chine à l'invitation du Gouvernement chinois en 1980 et 1994

Conférencier invité à deux reprises (en 2000 et 2001) à l'Institut des relations internationales de Moscou pour des communications sur les thèmes suivants : « L'avenir de la fonction publique internationale » et « La Commission de la fonction publique internationale »

Conférencier au vingt-cinquième Congrès international des sciences administratives, tenu à Athènes, en juillet 2001, sur le thème « L'avenir de la fonction publique internationale »

Invité d'honneur à la Conférence de l'Association pour la gestion des ressources humaines dans les organisations internationales en septembre 2001

Décorations

Officier de l'ordre de la République tunisienne

Officier de l'ordre du Mérite agricole français

Daasebre Oti Boateng (Ghana)

Daasebre Oti Boateng, connu dans la vie privée sous le nom de docteur Emmanuel Oti Boateng, a été intronisé *Omanhene* (Roi traditionnel) de l'État de New Juaben, au Ghana, le 26 octobre 1992

Il est titulaire des diplômes suivants :

- Licence en sciences économiques de l'Université du Ghana
- Maîtrise en statistiques de la London School of Economics and Political Science, et
- Docteur en statistiques de l'Université de Liverpool (Royaume-Uni)

Il est Directeur général adjoint de l'International Biographical Institute de Cambridge (Royaume-Uni) et membre du Comité consultatif des Nations Unies pour les questions d'ajustements.

Il a acquis une expérience professionnelle diversifiée à la Deutsche Bank, à Francfort (Allemagne) en 1963.

En 1966, il travaillait à la Boston Edison Company, à Boston (États-Unis d'Amérique).

Il a également travaillé à l'Université du Ghana pendant 14 ans de 1969 à 1982; il a été chargé de recherches puis Directeur de recherches et Directeur des études à l'Institut de statistiques et de recherches sociales et économiques du Ghana.

Il a été nommé statisticien et chef du Service des statistiques du Ghana en 1982;

Il a occupé ce poste pendant pas moins de 17 ans et demi, jusqu'au moment où il a pu faire valoir ses droits à la retraite de la fonction publique ghanéenne en mai 2000.

Il a reconstitué le Service de statistique ghanéen qui est maintenant l'un des meilleurs d'Afrique. Il a mené à bien le recensement démographique du Ghana en 1984, durant une période de graves difficultés économiques dans le pays.

Daasebre a une riche expérience consultative auprès de diverses institutions internationales :

- Banque mondiale;
- Organisation mondiale de la santé;
- Programme des Nations Unies pour le développement;
- Agence canadienne pour le développement international;
- Fonds des Nations Unies pour la population;
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
- United States Agency for International Development (USAID);
- Bureau international du travail;
- Department for International Development (Royaume-Uni).

Daasebre participe très activement aux affaires publiques et internationales de son pays et est membre de nombreuses associations professionnelles. Il a également représenté son pays à la Commission de statistique des Nations Unies entre 1983 et 1998; il a présidé cette commission de 1987 à 1989. Cette élection a fait du Ghana le premier pays africain à présider la Commission de statistique. Il est également membre et ancien Vice-Président de l'Institut international de statistique, organe spécialisé mondial réunissant des statisticiens de renom, créé en 1885.

Daasebre est également membre de l'Association internationale des statisticiens officiels, membre de l'Association africaine de statistique et de l'Association ghanéenne de statistique.

En janvier 1993, Daasebre a été élu Président de la quinzième Conférence des statisticiens du travail, à Genève (Suisse). Il devenait ainsi le premier Africain à présider cet organe.

En avril 1993, Daasebre a été l'un des membres du Comité consultatif sur les questions d'ajustements. Il a été réélu en janvier 1997 pour un deuxième mandat de quatre ans, puis pour un troisième mandat en janvier 2001.

En cette qualité, Daasebre est membre d'un petit groupe de spécialistes qui donnent des avis techniques à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organisations internationales sur les questions relatives aux ajustements de postes et au maintien de la parité du pouvoir d'achat des rémunérations des fonctionnaires internationaux travaillant dans différents lieux d'affectation de par le monde.

Il était l'un des spécialistes de la démographie invité par l'Organisation des Nations Unies à New York, pour une réunion qui s'est tenue en septembre 1996 afin d'établir des principes et des recommandations révisés sur la série de recensements de la population et du logement de 2000.

Daasebre a à son actif plus de 70 publications techniques dans les disciplines de la statistique, de l'économie, de la démographie et de la science politique. Il a également supervisé et coordonné plus de 350 publications statistiques.

Daasebre a été membre du Conseil d'État du Ghana, pendant la première législation de la quatrième République de ce pays (1993-1997).

Il est membre de la Chambre régionale orientale des chefs traditionnels et de la Chambre nationale des chefs traditionnels.

Il est également membre du Comité permanent de la Chambre nationale des chefs traditionnels et président de sa commission financière et administrative.

Pour saluer ces réalisations, la toute première édition de l'ouvrage intitulé « International Leaders in Achievement », publié par l'International Biographical Centre de Cambridge (Royaume-Uni) en 1988 a été précisément consacré à Daasebre, parmi les personnalités distinguées, pour « sa remarquable contribution à la science statistique ».

Daasebre s'est également vu décerner la médaille d'or (2000 Millenium Medal of Honour) de l'American Biographical Institute pour « son éminente contribution générale à la vie sociale ».

Sous sa direction, de remarquables améliorations ont été apportées à la situation socioéconomique et culturelle de la province de New Juaben. Il a

officialisé le festival *Akwantukese* des chefs traditionnels et des habitants de la province de New Juaben, pour favoriser le développement et la concorde dans cette région du Ghana. Il a également organisé d'importants travaux de reconstruction du palais, le New Juaben, dont l'architecture a été largement saluée dans le monde, et qui est désormais une destination touristique dans la région.

Turkia Ould Daddah (Mauritanie)

I. Champ d'activités professionnelles

- A. Administration publique et développement
- B. Femmes et développement
- C. Formation et développement

II. Études

- Diplômée d'études supérieures de l'Université de Paris (Sorbonne) en littérature française, histoire et littérature arabe
- Diplômée de l'École pratique des Hautes Études de Paris, section sociologie
- Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES)

Langues

Français, arabe, anglais

III. Activités professionnelles

A. Professeur de lycée

De 1961 à 1963 : professeur au lycée de Nouakchott

B. Diplomate

De 1963 à 1966 : responsable des relations avec l'UNESCO, ambassade de Mauritanie à Paris

1966 à 1987 : Activités diplomatiques comme membre de la délégation de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

1. Assemblée générale des Nations Unies

1968 : Vice-Présidente de la Troisième Commission de l'Assemblée générale

1969 : Présidente de la Troisième Commission

1970 à 1972 : Chef de la délégation mauritanienne à l'Assemblée générale

1982 : Vice-Présidente de la Commission politique spéciale

2. Commissions techniques des Nations Unies

1966-1969 : Représentante de la Mauritanie à la Commission de la condition de la femme

1968-1972 : Représentante de la Mauritanie à la Commission des droits de l'homme; nommée par le Secrétaire général U Thant membre du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

C. Fonction publique mauritanienne

1970-1972 : Secrétaire générale du Ministère des affaires étrangères et de la coopération : tâches administratives, traitement des aspects complexes des relations entre pays donateurs et pays bénéficiaires, et entre le pouvoir public et les autorités administratives dans les pays du Tiers Monde

1973-1979 : Directrice de l'École nationale d'administration de la Mauritanie – gestion financière et administrative de l'établissement; définition de ses objectifs et de ses orientations pédagogiques, création du Centre de documentation et de recherche; organisation et suivi des études réalisées par les professeurs, les étudiants et les fonctionnaires mauritaniens responsables des enseignements dispensés sur plusieurs thèmes ayant trait au développement du pays

D. Chercheur et consultant

1979-1981 : Chercheur à l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles : responsable de l'ouverture de cet institut aux pays africains et arabes; directrice de recherche sur l'administration publique africaine : rapport final intitulé « Pour une administration publique africaine adaptée à l'environnement socioculturel : réalités et propositions »

1981-1991 :

1. Membre de la Commission mauritanienne de la réforme administrative
2. Consultante chargée d'établir les programmes et les enseignements en administration publique pour le développement à l'école de l'Agence de coopération culturelle et technique de Bordeaux (liée à la francophonie)
3. Expert national, chargée de la conception et de l'application du projet de développement institutionnel et de réforme de l'administration. Ces travaux, menés avec la Banque mondiale, l'Institut international d'administration publique de Paris et l'Institut de formation pour le développement international de Washington, comportaient les aspects suivants :
 - a) Conception, organisation et promotion de journées d'études
 - b) Conception de programmes de formation, en cinq ans, de fonctionnaires
 - c) Conception et promotion d'un atelier de perfectionnement professionnel au Ministère mauritanien de l'intérieur
 - d) Contribution à l'étude de la gestion du personnel de l'État en coopération avec le CEGOS de Paris

E. Expert international

Depuis 1985 : Membre de la Commission de la fonction publique internationale; élue à cette fondation par l'Assemblée générale

1991-1998 : Directrice générale de l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles :

- Première femme à occuper cette fonction

- Les responsabilités attachées à ce poste consistent à s'occuper des services administratifs permanents et de leur fonctionnement; à élaborer le programme d'activités de l'Institut, à assurer les relations avec les membres de l'Institut et avec des organisations internationales; et à coordonner les activités des divers comités et organes permanents de l'Institut avec ceux des associations professionnelles
- Plusieurs évolutions positives ont eu lieu durant ce mandat :
 - Renforcement des relations avec la Commission européenne :
 1. Série de séminaires PHARE-TACIS sur l'administration locale et la démocratie
 2. Défense des droits de l'homme (publication : *Les droits de l'homme et l'administration publique*)
 3. Procédures budgétaires (études demandées par la Commission européenne)
 - Développement des relations et valorisation des synergies avec les grandes organisations internationales (ONU, l'UNESCO, l'OCDE, etc.) et avec des organisations régionales (CAFRAD, OFPA, CLAD, etc.)
 - Introduction d'innovations qui ont contribué à la modernisation et la professionnalisation de l'Institut international des sciences administratives
 - Relations personnalisées avec un certain nombre de dirigeants administratifs et politiques des pays industrialisés et des pays en développement
 - Relations avec les experts de haut niveau rattachés au vaste réseau de l'Institut
 - Expertise et savoir-faire nécessaires pour la préparation et l'organisation de groupes de travail, de conférences, de séminaires internationaux, notamment sur les thèmes liés aux grands problèmes des administrations contemporaines et des États
 - Démission, à sa demande, de la fonction de Directrice générale de l'Institut, à compter du 31 décembre 1998, et nomination unanime au Conseil d'administration comme :
 - Membre honoraire de l'Institut international des sciences administratives (IISA)
 - Membre du Conseil consultatif de la recherche de l'Institut

F. Conférencière

- *Aperçu des réformes administratives en Europe* : rapport sur la réforme de l'administration organisé par le PNUD et le Gouvernement vietnamien (1996)
- *Gouvernance et défense dans la région euroméditerranéenne*, rapport des journées d'études du secrétariat de la défense nationale et de l'Institut des hautes études de la défense nationale, Paris, septembre 1997.

- *Gouvernance dans la région euroméditerranéenne*, rapport de la conférence organisée par les Gouvernements néerlandais et marocain; communication sur « la société civile : perspective sud-méditerranéenne » (mars 1997).

IV. Publications

Liste partielle des publications; la liste complète est disponible sur demande; on trouvera ci-après une liste de ses contributions en tant que Directrice générale de l'Institut international des sciences administratives :

- *Management of Public Service Reform: a Comparative Review of Experiences in the Management of Programs of Reforms of the Administrative Arm of Central Government*, Éd. : Joan Corkery, Turkia Ould Daddah, Colm O'Nuallain et Tony Land, IOS Press, 1998.
- L'impact des réformes économiques de 1980-1990 sur la condition de la femme en Afrique, ouvrage édité par Françoise Gallouédec-Genuys, travaux du séminaire de l'IISA/AAPAM, Accra, 1996 (Distribution IISA), 1998.
- Actes de conférences et de congrès annuels :
Travaux de la table ronde de la ville de Québec (Canada), 1997 : « États généraux de l'administration publique : le Gouvernement en mutation »; groupe de discussion sur la transformation des structures et des systèmes de gouvernement (distribution IISA), 1998, 230 pages.
- *New Challenges for Public Administration in the Twenty-first Century: efficient civil service and decentralised public administration*, travaux de la troisième Conférence internationale tenue à Beijing, 1996 (distribution IOS Press).
- *Administration and Society: administrative response to globalization and socio-cultural change*, travaux du 23e Congrès international des sciences administratives, Congrès de Riyadh et Dubaï, 1995 (distribution : Ets. Bruylant, Bruxelles), 1996, 172 pages.

V. Fonctions honoraires

- Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'Union des associations internationales;
- Membre du Conseil scientifique de la rédaction de la revue du Centre africain de formation et de recherches administratives pour le développement (CAFRAD);
- Membre du Conseil d'administration du Forum de gestion des politiques du développement (DPMF);
- Membre honoraire de l'Institut international des sciences administratives (IISA);
- Membre du Conseil consultatif de la recherche de l'IISA.

Décorations

- Commandeur de l'ordre du Mérite français;
- Médaille d'or de l'IIAP : décernée pour avoir mené une activité exceptionnelle au service d'un développement international des sciences administratives et pour avoir contribué à la francophonie, remise par Renaud Denoix de Saint-Marc, Vice-Président du Conseil d'État et Président de l'Institut français des sciences administratives.

José Ramón Sanchis Muñoz (Argentine)

Carrière diplomatique et postes internationaux

Mars 2000	Directeur de l'Institut national des affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères
1993-1999	Ambassadeur au Japon
1995-1996	Simultanément Ambassadeur auprès de la République socialiste du Viet Nam
Depuis 1992	Secrétaire adjoint chargé des négociations économiques internationales (rang d'ambassadeur) au Ministère des affaires étrangères, Buenos Aires
1987-1992	Avec le rang de ministre, a occupé un poste au Ministère (1987-1989 et 1992) et chef de mission adjoint à l'ambassade d'Argentine à Tokyo (1989 à 1992)
1986-1987	Consultant principal pour l'ONU, New York (en disponibilité du Ministère argentin des affaires étrangères)
1983-1986	Consul général d'Argentine à New York
1980-1982	Directeur de la coopération scientifique et technique (1980-1981), Directeur des affaires économiques multilatérales (1982), Ministère argentin des affaires étrangères, Buenos Aires
1974-1980	Ministre chargé des affaires économiques à la Mission argentine auprès des organisations internationales, Genève
1970-1974	Bureau des affaires économiques du Ministère des affaires étrangères, Buenos Aires
1965-1970	Secrétaire d'ambassade à l'ambassade d'Argentine, Washington
1961-1964	Secrétaire d'ambassade, Chef du Bureau de l'assistance technique, Ministère des affaires étrangères, Buenos Aires
Décembre 1960	Admis, sur concours, au Ministère argentin des affaires étrangères

Expérience universitaire

1999	Professeur à l'École d'économie de l'Université de Buenos Aires (cursus sur les organisations internationales)
Mai 1997	Membre du Comité consultatif de l'Université Ritsumeikan Asia Pacific

1972-1974	Directeur de l'École des relations internationales, Universidad del Salvador
1974	Institut argentin des affaires étrangères (cursus sur les produits de base)
1970-1974	Professeur à l'Universidad del Salvador, Buenos Aires : – Histoire du XXe siècle (1971) – Histoire économique mondiale (1972) – École d'économie – Organisations internationales (1973-1974) – Conflits contemporains (1974)
1970	Instituto del Profesorado Sagrado Corazón de Buenos Aires (niveau universitaire), cours de politique internationale
1964	Instituto del Profesorado Sagrado Corazón de Buenos Aires (niveau universitaire) – Histoire moderne (1964, professeur titulaire) – Histoire contemporaine (1964, professeur titulaire)

Diplômes

1958	Diplôme de droit, faculté de droit de l'Université de Buenos Aires
1965-1966	Spécialisation en relations internationales, American University, Washington
1964	Programme des Nations Unies pour les chefs de bureau d'assistance technique, New York, Washington et siège européen
1964	Programme de l'OEA pour l'étude du système panaméricain, Washington

Participation à des conférences et réunions internationales

Membre du Groupe sur la réforme de l'État et la fonction publique à la sixième Conférence internationale du Centre latino-américain d'administration publique, Buenos Aires, novembre 2001

Président de la Conférence des Nations Unies sur les pratiques commerciales restrictives, Genève, 1979 et 1980

Vice-Président de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie, Genève, 1978-1981

Président du Comité du transfert de technologie, CNUCED V, Manille, 1979

Plénipotentiaire à la Conférence du FIDA, Rome et Genève, 1976

Chef ou membre de la délégation de l'Argentine aux réunions ci-après :

Assemblée générale de l'ONU, dix-septième session, 1962

Réunion économique bilatérale avec le Royaume-Uni, Londres, 1971

Conférences et réunions consacrées au commerce et à la coopération internationale (CNUCED, GATT, OMPI, PNUD), Genève, Rome et New York, 1970-1980

Sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, New York, 1974

Conférence mondiale de l'alimentation, Rome, 1974

Conférence des Nations Unies sur le blé, Genève, 1971

Conférence ministérielle des nations non alignées, Belgrade, 1978

Réunions bilatérales de coopération avec la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Colombie, dans chacun de ces pays, 1981

Postes occupés dans des organismes du système des Nations Unies (New York)

- | | |
|-----------|--|
| 1999 | Élu membre de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans |
| 1987 | Consultant pour le Bureau de l'Amérique latine du PNUD, New York (en disponibilité du Ministère argentin des affaires étrangères) |
| 1986-1987 | Administrateur principal, Cabinet du Directeur général du développement économique et de la coopération, New York (en disponibilité du Ministère argentin des affaires étrangères) |

Associations

Association du corps diplomatique argentin, depuis 1961 (Vice-Président en 1982)

Fédération interaméricaine des avocats, Washington, depuis 1966

Association des consuls étrangers, New York (1982-1985)

Conseil international du droit de l'environnement, Bonn, depuis 1970

Association des consuls d'Amérique, New York (1982-1985); Vice-Président en 1983-1984; Président en 1985

Centre argentin des relations internationales, 1990

Académie argentine de l'environnement, 1993

Président du Tokyo Lawn Tennis Club, 1997-1999

Membre du Conseil de la Fondation Okita

Ouvrages publiés

La Argentina y la Segunda Guerra Mundial (L'Argentine et la Deuxième Guerre mondiale) (Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1992)

Japón y la Argentina: Historia de sus Relaciones (Japon et Argentine : Historique de leurs relations) (Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1997). Une traduction en

japonais a été publiée en 1998 à Tokyo par l'Organisation japonaise du commerce extérieur

Publications et contributions à des conférences et séminaires

Dans les domaines suivants : politique étrangère, développement, conservation des ressources naturelles et environnement, transfert de technologie, coopération en matière de technologie

Décembre 1993, cours pour des étudiants en maîtrise sur la politique économique de l'Argentine à l'Université Keio (Tokyo)

Septembre 1998, séminaire organisé à l'Université Waseda de Tokyo, intitulé : « Japon-Argentine Historique de leurs relations »

Décorations

Grand Officier de l'Ordre du Rio Branco (Brésil)

Grand Cordon de l'Ordre du Soleil levant (Japon)

Langues

Espagnol, anglais, français, italien

Wolfgang Stöckl (Allemagne)

Né le 11 juin 1948 à Calden (Allemagne)

Fonctions actuelles Directeur chargé des affaires économiques et du développement, Département des affaires mondiales et de l'Organisation des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères et de la République fédérale d'Allemagne

Depuis 1997 Membre de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI)

Activités et postes occupés

- | | |
|-----------|---|
| 1997-2000 | Représentant permanent adjoint, Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, délégué au Comité de la gestion publique (gestion des ressources humaines, rémunération des fonctionnaires, réforme de la gestion publique) et au Comité de coordination sur les rémunérations |
| 1998 | Coprésident du Groupe de travail chargé d'examiner le processus consultatif et les méthodes de travail de la Commission de la fonction publique internationale |
| 1997 | Président du Comité du programme et de la coordination (CPC) |
| 1995-1997 | Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) |
| 1991-1997 | Conseiller à la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York), chargé des questions relatives à la réforme de l'ONU, au régime commun et à la gestion des ressources humaines

Représentant à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, représentant siégeant au Comité du programme et de la coordination (CPC), Rapporteur en 1993, Vice-Président en 1995 |
| 1990 | Conseiller spécial pour les questions de gestion et de personnel auprès du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande (détaché du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne) |
| 1987-1991 | Vice-Directeur de la Division de la gestion du personnel du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne |
| 1985-1987 | Chef du Service d'inspection du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne |

1983-1985	Directeur du Bureau de liaison germano-saoudien pour les affaires économiques, Riyad
1980-1983	Consul d'Allemagne au Caire
1979-1980	Directeur assistant du Centre de formation du Ministère fédéral des affaires étrangères, chargé de l'organisation des concours de recrutement dans la diplomatie allemande
1977	Entré au Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne
1976	Ministère de l'intérieur (Land de Hesse), Département du personnel
1973-1974	Juge suppléant et procureur général suppléant au Ministère de la justice (Land de Hesse)
1972-1980	Président du Conseil municipal de Melsungen (Allemagne)

Études

1977-1979	Centre de formation du Ministère fédéral des affaires étrangères, Bonn
1975-1976	Études universitaires supérieures en administration publique à l'École d'administration publique de Speyer (Allemagne)
1975	Deuxième examen d'État en droit (pour l'inscription au barreau)
1972	Premier examen d'État en droit (maîtrise)
1967-1971	Études de droit à l'Université de Marbourg (Allemagne)

Publications

Diverses publications sur des questions administratives, budgétaires et relatives au personnel

Langues

Anglais, français; connaissances de base de l'arabe et de l'espagnol

Anita Szlazak (Canada)

Cadre supérieure bilingue ayant une expérience nationale et internationale des questions réglementaires et administratives et la capacité de traiter efficacement de problèmes hautement techniques et complexes impliquant de nombreux acteurs et des intérêts rivaux.

Principaux aspects de l'expérience professionnelle

Direction/gestion/analyse

- A suivi des affaires et a pris des décisions, en tant que membre d'un tribunal quasi judiciaire faisant partie du système canadien de voies de recours pour les affaires commerciales, en ce qui concerne : les préjudices causés par des importations de « dumping » ou subventionnées, les appels concernant les droits de douane et d'excise, et les plaintes concernant les achats effectués par le Gouvernement. A donné des avis au Ministre des finances concernant les demandes soumises par des producteurs canadiens en vue d'obtenir des réductions tarifaires pour l'importation de textiles utilisés comme facteurs de production par l'industrie manufacturière.
- A fait rapport au Parlement, en tant que membre d'un groupe de trois commissaires, sur l'application de la loi sur l'emploi dans la fonction publique en ce qui concerne les nominations, les procédures d'appel, la vérification des tableaux d'effectifs et les enquêtes sur les plaintes. A mis au point et a fait appliquer les principes d'équité et de justice dans les politiques et pratiques en matière d'emploi du Gouvernement fédéral.
- A créé et géré une équipe responsable de définir le rôle joué par le Gouvernement canadien dans les Jeux olympiques d'hiver de 1988 à Calgary. A élaboré et négocié l'accord général régissant la participation de tous les départements du Gouvernement fédéral aux Jeux olympiques de Calgary et constituant le cadre pour un financement direct de 200 millions de dollars, y compris la construction des installations du Parc olympique canadien et la fourniture de services essentiels et discrétionnaires. A coordonné les activités de plus de 25 départements et organismes fédéraux et entreprises publiques qui devaient participer à l'organisation des Jeux.
- A dirigé les activités de cinq sections de la Direction de la gestion des programmes du Service des parcs nationaux du Canada – avec des effectifs d'environ 55 employés et un budget de 5 millions de dollars. Était responsable de la fourniture de services immobiliers pour 35 parcs nationaux et réserves et une centaine de sites historiques nationaux et de canaux dans tout le Canada, de la recherche socioéconomique, de la commercialisation, des politiques stratégiques et de la planification. A entrepris la rationalisation et le réajustement des responsabilités de la Direction. A mis en place un nouveau système pour établir un ordre de priorités et justifier le budget d'équipement de la Direction.
- A dirigé les activités de quatre divisions du Service des télécommunications internationales du Département des communications – avec des effectifs de 27 employés et un budget de 1,5 million de dollars. A maîtrisé un domaine complexe aussi bien en ce qui concerne le sujet que les parties intéressées. A

restructuré les activités du Service afin de servir plus efficacement les intérêts du Canada en matière de télécommunications internationales.

- A dirigé l'examen effectué par le Département des affaires étrangères afin de mettre au point des critères essentiels pour la participation continue du Canada à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la suite de la décision prise par les États-Unis et le Royaume-Uni de se retirer de cette organisation.
- A dirigé un examen approfondi des responsabilités en matière de relations internationales de la Société canadienne des hypothèques et du logement. A élaboré une stratégie sur la position à adopter en tenant compte du mandat général de la Société et des priorités du Gouvernement canadien à cette époque. A recommandé une structure d'organisation et un cadre de planification qui ont été appliqués pour que la société puisse jouer un nouveau rôle.
- A déterminé les difficultés de principe, juridiques, politiques et bureaucratiques qui entravaient l'actualisation des systèmes de traitement électronique des données du Département de la santé nationale et de la protection sociale concernant les programmes de sécurité des revenus et leur intégration aux systèmes connexes de paiements dans d'autres départements fédéraux.

Négociations/représentations

- A représenté le Gouvernement canadien au Conseil d'administration (organe directeur) de l'Union internationale des télécommunications à Genève. A dirigé la délégation canadienne dans plusieurs autres réunions et négociations internationales.
- A représenté le Gouvernement canadien au Conseil d'administration et au Comité exécutif du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Calgary.
- A élaboré et négocié neuf accords juridiques détaillés conclus avec les principaux partenaires des Jeux olympiques d'hiver de Calgary, assurant la protection des intérêts fédéraux et des investissements à long terme.
- A représenté le Gouvernement canadien et l'Institut d'administration publique du Canada au Comité exécutif de l'Institut international des sciences administratives à Bruxelles. A été élue Vice-Présidente du Comité exécutif.
- A représenté le Département des affaires étrangères dans les négociations bilatérales concernant les transports aériens avec 10 pays, notamment les États-Unis d'Amérique, l'Union des républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, l'Italie et le Japon. L'Accord sur les transports aériens entre le Canada et les États-Unis a été l'accord bilatéral le plus vaste et le plus complexe dans toute l'histoire de l'aviation civile.

Carrière et notice personnelle

- 1999- Consultante**
- Relations entre le secteur privé et le Gouvernement.
 - Politiques du Gouvernement concernant les ressources humaines
- 1995-1999 Tribunal canadien du commerce extérieur**
- Membre
- 1990-1994 Environnement Canada**
- Directrice générale, chargée des projets spéciaux
Service de l'environnement atmosphérique (1992-1994)
- Directrice générale, chargée de la gestion des programmes
Service des parcs nationaux du Canada (1990-1992)
- 1982-1990 Conseil du Trésor du Canada**
- Conseillère spéciale, chargée des relations internationales
Société canadienne des hypothèques et du logement (1988-1990)
- Conseillère principale pour les politiques, Service des programmes
(1986-1988)
- Conseillère spéciale (pour les négociations concernant l'UNESCO
et le GATT), Département des affaires étrangères (1984-1986)
- Directrice exécutive, Bureau du Gouvernement canadien aux Jeux
olympiques d'hiver de 1988 (1982-1984)
- 1976-1982 Commission de la fonction publique du Canada**
- Commissaire
- 1972-1976 Département des communications**
- Directrice générale, chargée des télécommunications internationales
(1973-1976)
- Directrice générale adjointe, chargée des télécommunications
internationales (1972-1973)
- 1967-1972 Département des affaires étrangères**
- Fonctionnaire du Service diplomatique
Division des transports, des communications et de l'énergie
(1969-1972)
- Division des États-Unis d'Amérique (1969)
- Division de l'Europe de l'Est (1969)
- Division de l'aide et du développement (1967-1968)
- 1964-1967 Organisation de coopération et de développement économiques,
Paris**
- Économiste chargée de recherche, Centre du développement

Éducation

**1981 Harvard Graduate School of Business Administration, Boston
(Massachusetts, États-Unis)**

Programme spécialisé de gestion

1964 Collège d'Europe, Bruges (Belgique)

Certificat de hautes études européennes

(Matière principale : économie; matière secondaire : planification régionale)

1963 Université de Toronto

Licence (Économie)

Données personnelles**Connaissances linguistiques**

Parfaitement bilingue en anglais et français, connaissance passive de l'espagnol.

Date de naissance

1er janvier 1943

M. Eugeniusz Wyzner (Pologne)

Études

Diplôme de droit (droit international) de l'Université de Varsovie
Hautes études universitaires à l'Académie de droit international de La Haye

Fonctions actuelles

Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI)

Expérience professionnelle à des postes de responsabilité et de gestion du personnel dans l'administration publique (art. 3 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale)

Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été Secrétaire général adjoint à l'information (1992-1993) et Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales (1982-1992). Dans le cadre de la gestion de ces deux grands départements, a participé à l'élaboration et à l'application de diverses mesures de réforme et d'efficacité visant à assurer avec professionnalisme et efficacité des services de conférence et d'information aux États Membres.

A participé, pendant une longue période, aux activités des organismes des Nations Unies s'occupant de divers aspects des questions de personnel. A été Président de la Commission des nominations et promotions (1991-1993), du Comité directeur pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1989-1992) et du Comité des publications (1982-1993). A été membre du Comité de la planification et de la budgétisation des programmes (1984-1993) et du Groupe consultatif sur la réforme administrative (1983-1984).

A occupé dans la fonction publique de son pays divers postes exigeant des compétences en matière de gestion. Avant d'occuper son poste actuel, a été Ambassadeur, Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies. A été Secrétaire d'État et Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne en 1996 et 1997, après avoir été secrétaire parlementaire et Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne de 1994 à 1995. De 1994 à 1997, a été Vice-Président de la délégation polonaise à l'Assemblée générale.

A été Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève de 1973 à 1978. Est devenu Directeur du Département des organisations internationales au Ministère polonais des affaires étrangères en 1978. A commencé sa carrière au Ministère des affaires étrangères comme chef de la Section des traités et est devenu Directeur adjoint (1968) puis Directeur (1971) du Département des affaires juridiques et des traités du Ministère.

Autres activités professionnelles et onusiennes

Délégué à plus de 20 sessions de l'Assemblée générale et à de nombreuses sessions du Conseil économique et social;

Président du Comité préparatoire de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (deuxième session – 1998);

Président du Comité des expositions de l'ONU (1992-1993);

Membre du Conseil exécutif de l'ONU pour les services destinés au public (1989-1993);

Président de la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (1982-1991);

Président de la Commission du désarmement de l'ONU (1982);

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (jusqu'en 1982);

Membre du Conseil d'administration de l'Académie mondiale pour la paix (New York), de l'Institut international de droit spatial (Paris) et de l'Institut des congrès internationaux (Salzbourg).

Autres fonctions exercées en Pologne

Vice-Président du Comité polonais pour la célébration du cinquantenaire de l'ONU (1994-1996);

Président du Conseil gouvernemental pour l'application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1996-1997);

Membre du Comité sur la recherche spatiale de l'Académie polonaise des sciences (1996-1997).

Décorations et citations

Décorations polonaises, dont la Grand-Croix de l'Ordre de la *Polonia Restituta*, et le titre de « diplomate polonais de l'année » (1996); Légion d'honneur décernée par le Président de la République française; Ordre du Phoenix décerné par le Président de la Grèce; éloge rendu par le Secrétaire général pour services distingués à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Publications

Écrits concernant divers sujets internationaux, dont les Nations Unies.

Langues

Polonais, anglais, français, russe.
